

Défense  
de la morale,  
de la famille  
et de la propriété.

# L'ÉPOQUE

Plus d'utopies.  
Abolition  
du socialisme.

JOURNAL DES HONNÊTES GENS.

Candidature d'Odilon Pinchon. — Candidats de l'Époque. — Citoyens Weill et Thiers. — Curieuse séance de l'Assemblée nationale. — Les socialistes rêveurs. — Scène d'intérieur d'une famille bourgeoise. — Proclamation de Bugeaud. — Aneries socialistes. — Bourse.

## AVIS.

La direction de l'Époque, après s'être adressée à de nombreux propriétaires, s'est vue forcée de renoncer à établir ses bureaux pendant que dureraient l'anarchie et les mouvements tumultueux de la capitale. Les propriétaires, qui, tous sympathisent, du reste, complètement avec l'esprit de la rédaction, craindraient d'attirer sur leurs bâtiments les excès des factions. Espérons que cet état violent, si opposé à la liberté individuelle, ne durera pas; puissions-nous être assez heureux pour y coopérer et accélérer le dénouement de la crise. — Nous comptons sur M. le Préfet de police!

Nous prions ceux qui auront des communications à nous faire de nous les adresser par la voie de l'affichage sur les monuments publics.

## CANDIDATURE DU CITOYEN ODILON PINCHON.

Bonnetier patenté, rue Saint-Honoré, n. 36 (4).

Chers concitoyens,

Mon passé vous est connu. Mes antécédents sont dans mon avenir! Le 24 février m'a vu défendre, avec toute l'énergie que donne la conscience du devoir, le droit de propriété en tout ce qui concerne la famille Pinchon. Voilà pour l'homme d'action.

La nouvelle, adroitement répandue dans le quartier, que mes fonds étaient partis pour l'Angleterre, a arrêté toute tentative de violence à l'égard de la maison Pinchon. Voilà pour le diplomate et l'homme d'État.

Vous savez maintenant ce que je suis, voici ce que je veux :

- 1° Une politique sage, modérée, ferme, qui arrête la France sur la pente funeste de l'abîme où l'ont poussée les utopistes;
- 2° Indépendance absolue des consciences en ce qui touche le commerce, les opérations de Bourse, le marchandage, etc.;
- 3° L'organisation du travail par la moralisation des ouvriers, l'enseignement de la vertu, de la résignation et de l'économie;
- 4° Un président à vie héréditaire, nommé par la majorité de la Chambre; la présidence, c'est l'idée de notre sainte République; l'hérédité, c'est l'idée de l'ordre;
- 5° Les ministres à vie, mais non héréditaires;
- 6° Trois Chambres représentant les trois éléments de la société.

Il n'y a plus de classes!!!

- 7° L'évacuation immédiate de Paris et même de France, si faire se peut, des ouvriers des ateliers nationaux;
- 8° La rentrée immédiate de 600,000 hommes de troupe à Paris, pour protéger nos dames, nos enfants, nos propriétés!
- 9° Le droit au travail pour tous ceux à qui l'on pourra donner de l'ouvrage!

Je suis républicain sans arrière-pensée ni réserve, vous le voyez; mais je veux, avant tout, que le pouvoir soit

(4) Ne pas confondre avec le bonnetier du n° 37, qui ne se fournit pas en fabrique.

fort et puisse écraser l'hydre de l'anarchie et du socialisme.

Salut et fraternité, ODILON PINCHON.

Cette profession de foi de notre rédacteur en chef nous dispense de dire aux pères de famille probes et libres, quelles sont nos tendances, et quelle voie nous voulons suivre.

Nous recommandons à nos amis la liste de candidats suivante, mûrement débattue dans nos bureaux :

ODILON PINCHON, rédacteur en chef de l'Époque, journal des honnêtes gens.

A. WEILL; nous nous joignons aux 14,000 marchands de lorgnettes qui ont voté pour ce jeune Israélite, auquel on ne peut reprocher qu'un léger accent tudesque qui le rend complètement inintelligible.

VICTOR HUGO, parce qu'il ne veut pas voir l'horrible dans le grand, le monstrueux dans le petit.

GRANIER (dit de CASSAGNAC), pour avoir défendu les colons contre les noirs, comme s'il eût été payé pour cela.

BUGEAUD, pour avoir réussi pendant douze ans à poursuivre Abd-el-Kader, et pour sa théorie sur le maintien de l'ordre.

EM. DE GIRARDIN, pour ses connaissances utiles en matière de mines.

THIERS, pour avoir inventé l'art de grouper des chiffres.

ACH. FOULD, pour l'amélioration de la race chevaline.

LA VALETTE, pour être censé rédiger le journal l'Assemblée nationale.

ORTOLAN, pour la lutte qu'il a soutenue au nom des bons principes dans le club des Républicains socialistes.

Un ouvrier, pour compléter la liste.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que M. A. Weill, à qui nous avons eu l'imprudence d'accorder nos suffrages sur la foi de ses nouveaux discours, est le même qui publia naguère dans la *Phalange*, revue incendiaire, un ouvrage intitulé *la Guerre des Paysans*. Cet ouvrage imbu des doctrines les plus anarchiques et les plus subversives, est le plus outrageant défi qu'on ait adressé à la propriété et à la famille. A ces causes, nous déclarons M. A. Weill atteint et convaincu du crime de communisme, par conséquent indigne de notre confiance et de celle des honnêtes gens.

Nous proposons de le remplacer par le citoyen Schmidt, maître des requêtes, ex-ouvrier.

Nous lisons dans la *Presse* :

« Le 23 avril, quel était le nom le plus significatif? c'était le nom de M. de Lamartine. Le 4 juin quel sera le nom qui empruntera aux circonstances le plus de signification? ce sera incontestablement le nom de M. Thiers. Aussi déjà tout est-il en œuvre pour empêcher son élection à Paris.

« Le gérant du *Siècle* a laissé échapper hier le mot :

« On voudrait bien que M. Thiers n'arrivât pas à l'Assemblée nationale, mais surtout ce qu'on ne voudrait pas, c'est qu'il y arrivât avec « éclat. »

« Ce qu'on craint plus encore que l'éclat, c'est la lumière. »

M. Thiers, receveur-général du département du Nord, M. Thiers l'auteur des lois de Septembre, M. Thiers le souteneur des fortifications de Paris, offre toute garantie

aux honnêtes gens, à l'ordre et à la propriété.... C'est l'homme de la situation!

Nous adoptons avec enthousiasme l'opinion du citoyen E. de Girardin.

## REVUE DES JOURNAUX.

En attendant qu'une bonne loi sur la presse frappe de mort les feuilles périodiques incendiaires qui se publient à Paris, il est du devoir de tout bon citoyen d'organiser contre elles la conspiration du silence.

Nous ne citerons donc que les journaux bien pensants, *l'Assemblée nationale*, *la Presse* et le journal des *Débats*. Après une discussion assez animée, il a été fait grâce au *Constitutionnel* et au *Siècle* à cause de leurs bonnes intentions, et malgré leurs excursions dans le champ des utopies socialistes.

Mais surtout, et en première ligne, nous recommandons un nouveau journal, dont le spécimen a paru vendredi. Quelques extraits du prospectus feront comprendre l'excellent esprit de ce journal qui, n'étant l'ami de personne, ne veut pas tomber dans la partialité, et prend pour titre *la France* :

« Comment peut-on être juste et vrai quand on s'intitule *l'Ami au Peuple*, *le Représentant du Peuple*, *l'Esprit du Peuple*, *le Bon Sens du Peuple*, *le Populaire* ? etc.

« La race de Paris, race dépravée et abâtardie, jouit à peu près seule des avantages de ce fameux gouvernement républicain-démocratique.

« La province a plus de bon sens et de sagesse que la capitale.

« Paris est le confluent de toutes les utopies, de tous les systèmes irréalisables et dangereux, c'est la ville du paradoxe et de l'absurde. »

(*La France*, rue Dauphine, 20, à Paris.)

On lit dans le *Siècle* :

« Les communistes neutralisés à Paris s'agitent dans notre département; ils s'attaquent, non pas encore à la propriété foncière, mais à celle des établissements industriels.

« A Blangy, au Creusot, se trouvent des prédicateurs qui affirment que les instruments du travail appartiennent à tous; qui pétitionnent contre les concessions de mines, contre les usines et les ateliers, lorsqu'ils constituent, disent-ils, un monopole.

« Ces agitateurs, nous devons le dire, trouvent des propriétaires assez naïfs pour les croire et s'associer à leurs démarches. Pauvres gens qui ne voient pas que les mêmes hommes voudront leur opposer leur propre signature, en appelant aussi la propriété un monopole. »

Ce que prévoit si justement le *Siècle* est déjà fait. Les anarchistes ont levé le masque, il est de notre devoir d'en prévenir les honnêtes gens. Oui, ils disent que la propriété foncière est un monopole, un privilège qui confère aux occupants le droit de paresse et d'oppression. Ils ajoutent, il est vrai, qu'ils entendent respecter les frontières acquises, et que leur plan de réorganisation sociale ayant pour but de tripler, quadrupler la production, les propriétaires les plus craintifs, les plus égoïstes, seront les premiers à se jeter dans leur grande association.

Ah! messieurs les socialistes, il ne manquait plus que ces réserves jésuitiques pour achever de vous perdre.

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

Les honorables membres n'arrivent que lentement. Enfin à deux heures le président monte au fauteuil, et donne la parole à M. Dupin.

M. Dupin dépose une pétition au nom de 34,000 fonctionnaires publics, demandant une réduction de traitement et une augmentation de travail. La majorité reconnaissant l'équité de cette demande, prononce la prise en considération, et la pétition est renvoyée au comité de la marine.

M. Denissel a proposé la démolition de l'hôtel des Invalides, et un percement de trois rues dans le Palais-National; il a la parole pour le développement de sa proposition.

Citoyens représentants,

Les doctrines socialistes ont ébranlé la société jusque dans ses fondements. (Bravos.) Il faut en finir avec elles. (Tonnerre d'applaudissements.) On tourne la tête à la classe ouvrière (oui! oui!) en lui présentant sans cesse des plans d'association et d'organisation qui ont toutes les apparences de la raison et de la vérité, mais qui en réalité ne sont que des pièges. (C'est cela! c'est cela!) Au fond de ces plans se trouve l'abolition de la famille et de la propriété. (Très-bien!) En voici la preuve: Je tiens en main un des opuscules publiés par je ne sais quel socialiste; il est question d'organiser une commune, et l'auteur propose de construire une seule grande maison pour loger tous les habitants. (Oh! oh! — Rires ironiques.)

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer, citoyens, tout ce qu'une pareille doctrine a de fallacieux, d'odieux et de dangereux. (Bravos!) Il est évident que vouloir loger les individus dans une même maison, c'est abolir la propriété et faire de la communauté, c'est rendre inutiles les ménages particuliers, c'est détruire la famille. (Applaudissements frénétiques.)

Maintenant les auteurs de semblables propositions citent comme un exemple en leur faveur l'hôtel des Invalides et le Palais-National, mon attention a été naturellement appelée sur ces deux monuments. (Bravos! très-bien!) J'ai été amené à reconnaître qu'il y avait dans le fait de ces deux constructions quelque chose d'essentiellement contraire aux principes de la famille et de la propriété sainement entendus. (Oui! oui! Non! non!) En effet, les invalides vivent et logent en commun, c'est donc du communisme; les invalides ne peuvent avoir avec eux ni leurs femmes, ni leurs enfants, ce qui est détruire la famille. (Sans doute! sans doute!)

Une voix: Je proteste. (Exclamations.)

De son côté, le Palais-National, en rapprochant les individus, les agglomérant dans un espace donné, fait naître l'idée de la vie en commun. Or, ce sont toutes ces tendances qu'il faut combattre. (C'est cela!)

J'ai donc l'honneur de vous proposer: 1° la démolition des Invalides et la construction d'une cabane pour chaque invalide et sa famille; désormais chaque ménage fera sa cuisine, et chaque invalide montera la garde à sa porte.

2° Le percement de trois rues dans le Palais-National pour lui restituer, autant que possible, le caractère de la propriété individuelle.

Au moyen de ces mesures vous aurez entamé une campagne contre l'esprit d'anarchie et de désordre, et votre séance viendra s'ajouter à celles déjà si utilement employées à la prospérité de la France. (Applaudissements.)

L'orateur reçoit de nombreuses félicitations.

Un membre. — Je viens protester. (Explosions de cris. A l'ordre! à l'ordre! — Le calme se rétablit.) Je viens protester!...

Une voix. — La clôture! Assez! Nous sommes suffisamment éclairés. — La clôture est prononcée.

La proposition est prise en considération et envoyée à une commission composée de MM. Dupin, Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, Isambert, Denissel...

L'ordre du jour appelait la discussion sur la mise en accusation de Louis Blanc. Les socialistes ont fait rage; ils ont escaladé la tribune l'un après l'autre, prononcé les discours les plus énergiques, et cependant ce n'est qu'après deux épreuves douteuses que le citoyen Louis Blanc a pu triompher!

MM. Portalis et Flandrin viennent de donner leur démission.

On lit sur les murs de la capitale la proclamation suivante:

#### APPEL AUX BONS CITOYENS!

Proclamation.

A bas les socialistes! Je demande la mise en accusation du citoyen Duclerc!

Reprendre les chemins de fer! les rendre à l'État! mais c'est porter atteinte au droit sacré de la propriété! C'est voler les administrateurs, les banquiers, les courtiers marons! Et que deviendraient ces pauvres et excellents ouvriers, sans les administrateurs, les banquiers, agents de change, les riches enfin?

Les rendre à l'État! Quelle niaiserie! Est-ce que l'État aurait jamais eu l'idée des wagons découverts si frais, si aérés en été, si chauds en hiver?

Et ils viennent vous dire:

Les voies de communication sont une dépendance du domaine public, imprescriptible et inaliénable.

Les compagnies, maîtresses des voies de communications, sont maîtresses du fret, des transports, des approvisionnements des villes.

Allons donc! Qu'est-ce que ça me fait à moi. — Est-ce que c'est l'État qui a fait construire les chemins de fer, pour qu'on les lui rende?

Heureusement le comité des finances de la chambre fera justice de la proposition Duclerc, et laissera tout aux compagnies.

A bas le monopole par l'État! Vive la propriété individuelle.

Chers concitoyens, mieux vaudrait pour vous le partage des chemins de fer entre tous les actionnaires, afin que chacun eût son chemin à soi, et le gouvernât comme il l'entend, que de voir consacrer par l'État le principe funeste de la propriété en commun!

Vive la propriété individuelle!

Un administrateur.

#### PROJETS DE DECRETS.

L'Assemblée nationale,

Considérant que la maison Rotschild ne paie pas les intérêts de la rente des États-Romains, parce que le pape ne lui envoie pas de l'argent;

Considérant que le pape, en n'envoyant pas de l'argent, manque à ses obligations envers ses créanciers français, mais qu'il n'y a pas dans ce fait hostilité à la République française;

Qu'en faisant sortir de France le numéraire et en ne l'y laissant pas rentrer, on n'appauvrit point la République,

Arrête:

1° Le pape ne sera pas tenu de remplir ses engagements;

2° Les créanciers français se feront payer comme ils pourront;

3° L'armée des Alpes n'entrera pas en Italie, et ce corps d'armée est licencié.

L'Assemblée nationale,

Considérant que le citoyen Dupin a été violemment injurié dans des placards imprimés et affichés;

Que les Français ont le droit de publier toutes leurs opinions, pourvu qu'elles ne blessent personne,

Arrête:

1° Aucun placard ne sera affiché s'il n'est imprimé en blanc;

2° Tout afficheur qui contreviendra au présent décret sera banni à perpétuité.

#### Que demandent ces rêveurs de socialistes?

L'association du capital, du travail et du talent.

J'ai ma fabrique et mon argent; voilà le capital.

Je paie les bras de mes ouvriers; voilà le travail.

Je dirige mes ouvriers et je sais vendre; voilà le talent.

Il y a des bénéfices, je prends tout; voilà l'association.

#### Dialogue d'intérieur bourgeois et honnête.

Madame Pinchon. — Non, ma fille, dans deux ou trois mois.

Mlle Fœdora Pinchon. — Mais, maman, je veux me marier tout de suite.

Madame Pinchon. — Pas du tout, mademoiselle. Il n'est pas de bon ton d'avoir l'air si pressée; le commerce ne va plus d'ailleurs, et votre futur ne prendrait notre fonds qu'au rabais. Ça ne se peut pas, tant que nous serons en République.

Mlle Fœdora Pinchon. — Y en a-t-il pour longtemps?

M. Odilon Pinchon. — Mais...

#### FAITS DIVERS.

Un grand banquet a eu lieu hier à la barrière du Maine, 300,000 gardes bourgeois, les pompiers (non compris celui du 15 mai), les sergents de ville, les troupes de ligne (vive la ligne!) ont fraternisé avec le plus tendre enthousiasme. Les toasts les plus frénétiques ont été portés à tous les guerriers, civils et militaires, qui peuvent sauver la patrie en imposant l'ordre et la tranquillité.

A la suite du banquet, une pétition a été signée pour demander l'arrestation immédiate de Tête-de-Requin, de Brise-Côte, de Grand-Vengeur, et surtout de Ministre-de-Bronze, dont la liberté devient inquiétante pour la sécurité publique.

Dans ces circonstances périlleuses, le maréchal vainqueur d'Abd-el-Kader a été proposé par acclamation comme dictateur de notre sainte République.

Le bruit court qu'on a découvert dans un club communiste cinquante poignards du même modèle, à manche d'ivoire et à lame neuve. Ces cinquante poignards du

même modèle, à manche d'ivoire et à lame neuve, étaient destinés, dit-on, à faire une Saint-Barthélemy de toute la garde nationale.

Monseigneur l'évêque de Chartres vient d'envoyer à ses curés une circulaire pour leur prescrire de prolonger les prières publiques en faveur de l'Assemblée nationale.

(Univers.)

#### BEAUX-ARTS.

La ville de Quimperlé vient d'avoir la patriotique intention de faire faire un tableau représentant une des scènes de notre glorieuse révolution.

Les membres éclairés du conseil municipal, soucieux des intérêts pécuniaires de la ville, ont eu l'ingénieuse idée de mettre cette fourniture en adjudication publique par soumission cachetée.

Le jeune Ferdinand Pinchon, peintre décorateur, ayant offert de meilleures conditions que MM. Ingres et Delacroix, est demeuré adjudicataire.

#### ANERIES SOCIALISTES.

Si le Palais-National est si beau, c'est qu'il y a dans ce palais un grand sentiment d'unité. — Au moyen de ces galeries, de ces promenades, l'habitant du Palais-National trouve là tout sous la main, et sans pour ainsi dire sortir de chez lui: les bains, les théâtres, les cafés, les cabinets de lecture, les restaurants, tout ce qui est utile et agréable à la vie? En faisant une seule cour dans cet espace, un seul jardin dans cette cour, l'architecte a ménagé plus de logement, plus d'air, de lumière, de salubrité, de bien-être, et de silence, que s'il avait construit ça et là une petite cour, un petit jardin, une petite maison, un escalier étroit et étranglé, comme cela se voit dans les autres quartiers barbares de notre Paris tant vanté! A l'exemple du suprême économiste, du tout puissant architecte qui, dans la construction de l'univers, a été économiste de ressorts et de matière, l'architecte de ce palais a réalisé une immense économie, tout en élevant une construction aussi belle que durable. Maintenant complétons cet ensemble imparfait: établissez des promenades couvertes et chauffées pour l'hiver; imaginez que tous ces établissements morcelés soient fondus les uns dans les autres, et soient disposés non plus selon le caprice ou l'occasion, mais d'après un calcul et dans un esprit de distribution régulière, et vous doublerez, vous quadruplerez l'économie en décuplant les jouissances!...

La France n'a rien perdu. Son capital foncier, son capital argent, son capital travail, son capital intelligence, toutes ces forces lui restent.

Le mal, le mal ancien, aussi bien que le mal présent, n'est que dans le morcellement des forces, dans leur dé fiance, dans leur isolement. Il faut rapprocher, unir, associer, solidariser.

Le grand mal n'est pas qu'il y ait des châteaux pour les riches; le grand mal c'est que les pauvres n'aient que des taudis ou des chaumières.

Pourquoi l'homme n'est-il pas logé? pourquoi a-t-il faim? pourquoi a-t-il froid? pourquoi tant d'êtres humains dépourvus d'éducation, et en toutes choses encore dénués et misérables? Sont-ce les pierres, le bois, le fer qui manquent? Le sol refuse-t-il de produire quand on y sème? Les arts, les sciences, l'intelligence et les bras font-ils défaut? — Non.

Ce ne sont pas les forces productives qui manquent. Il y a d'immenses travaux à faire, et des légions d'hommes n'ont pas de travail, et cherchent vainement l'emploi de leur activité!

Il faut abattre à jamais toutes les tyrannies en abattant celle qui les engendre toutes: la vieille tyrannie de la MISÈRE!

#### BOURSE.

La nouvelle de l'arrivée de Nicolas avec 500,000 baionnettes russes pour écraser l'hydre de l'anarchie et du socialisme, a été bien accueillie. La rente, ce baromètre de la tranquillité et de l'ordre, a haussé immédiatement. — Les actions de la famille Pinchon ont monté de 10 p. 0/0.

BERNARD.

Paris. — Imprimerie CLAVE et TAILLEFER, 7 rue Saint-Benoît.